



PARTIE RÉDACTIONNELLE DE L'ÉPREUVE D'ÉCONOMIE - DROIT AU BAC

☺ Les objectifs :

La partie rédactionnelle de l'épreuve écrite vise à évaluer les connaissances du candidat et ses capacités à construire et présenter, sous une forme rédigée et structurée (autour d'une introduction, d'un développement comportant des transitions et d'une conclusion), un raisonnement (ou une démonstration) ou une argumentation économique à partir d'une thématique donnée.

☺ Les étapes :

1^{ère} étape : lire attentivement la thématique.

- Se poser les bonnes questions

- Quel est l'objet de cette partie de l'épreuve et de la thématique ?
- Quelles sont les connaissances à mobiliser ?
- Quels types de savoir-faire faut-il exploiter ?
- Comment répartir son temps ? (Voir fiche méthode : Se préparer le jour de l'épreuve écrite du Bac).

- Argumenter

- L'argumentation a pour objectif de convaincre des lecteurs : sa spécificité réside dans la mise en œuvre d'un raisonnement dans une situation de communication écrite.
- Vous devez hiérarchiser les arguments présentés. En effet, les arguments ne sont pas tous de même nature. Certains sont de portée générale, d'autres spécifiques au sujet proposé.
- Vous prendrez soin de délimiter précisément le champ de votre argumentation et d'organiser votre réflexion en regroupant vos arguments en fonction de leur importance (du général au particulier), de leur nature, et enfin, selon le sujet proposé, de leur adéquation avec les différentes questions ou avec la problématique soulevée.

- Analyser la thématique

- Il est nécessaire de lire tout le sujet, de prendre le temps de mesurer la difficulté de cette partie de l'épreuve. Appréciez vos points forts et vos faiblesses par rapport aux attentes du sujet.
- Relevez et définissez les mots clés et les mots directeurs qui indiquent le travail à faire.
- Repérez le type de questionnement. S'agit-il d'un sujet de type «discussion», «analyse», «interdépendance» ou «comparaison» ?
 - S'agit-il de défendre un point de vue? Il faut montrer ou démontrer ou encore expliquer. Ex : «Montrer les effets négatifs des gains de productivité sur l'emploi.» La réponse doit être bâtie autour d'un raisonnement montrant que les gains de productivité détruisent des emplois.

- S'agit-il d'affirmer un point de vue tout en reconnaissant que cette affirmation peut être nuancée ? Il faut discuter, distinguer. Ex : «Faut-il diminuer les prélèvements obligatoires ?» La réponse doit montrer que la baisse des prélèvements obligatoires peut avoir des conséquences positives mais aussi négatives. Très souvent, ce type de thématique se présente sous la forme d'une question.
- Mais ce n'est pas toujours le cas. Ex : «Les effets des gains de productivité sur l'emploi sont-ils négatifs ?» Ici, il faut montrer que les gains de productivité ont des effets négatifs mais aussi positifs sur l'emploi.
- **Mobiliser ses connaissances**
 - Remémorez-vous les points du programme auxquels le sujet renvoie, sans vous attendre à ce que chaque partie du sujet corresponde à un chapitre particulier. Les capacités de synthèse sont donc utiles face à un questionnement dont l'objet peut être large et emprunté à plusieurs parties du programme.
 - Ce programme est d'ailleurs autant celui de la classe de première que celui de terminale : vous devez donc être capable de mobiliser vos savoirs sur les deux années.

2^{ème} étape : élaborer un plan détaillé.

- **Mettre en ordre les arguments**
 - Retenez le plan du sujet s'il en propose un.
 - On n'attend pas forcément de vous un plan contradictoire ou en deux ou trois parties. Il faut que vous montriez avant tout votre capacité à trouver des arguments sur un sujet et à les enchaîner logiquement et hiérarchiquement, que ce soit de manière linéaire ou plus dialectique.
 - Rédigez les transitions entre les différentes parties.
 - Prévoyez, dans chaque partie, des liens logiques entre les idées.
- **Intituler les parties**

En donnant un titre aux parties et aux sous-parties, vous vérifiez d'abord que le plan retenu répond à la thématique proposée. Vous contrôlez ensuite que les idées rapportées dans une partie ou une sous-partie sont rassemblées de manière cohérente.

3^{ème} étape : rédiger le raisonnement ou l'argumentation structuré.

- **Rédiger le développement**
 - Seules l'introduction et la conclusion méritent d'être rédigées au brouillon. Pour le reste, rédigez directement à partir du plan détaillé. La rédaction sera simplifiée par un plan très détaillé (il ne faut donc pas hésiter à lui consacrer du temps).
 - Dans votre rédaction structurée, les différentes parties doivent apparaître clairement. Les arguments doivent s'enchaîner jusqu'à la phrase de transition entre les parties.
 - Marquez par des blancs la structure de votre devoir. On doit « voir » avant même de lire quelle est sa construction. Vous pouvez indiquer les intitulés des parties et des sous parties. Introduction et conclusion doivent être distinguées clairement.
 - Quant à la forme, quelques idées simples prévaudront: rédigez des phrases courtes dans un style simple et concis. Évoquez une seule idée par phrase. Utilisez des liens logiques (mais, en effet, ainsi, parce que...) qui soutiennent le raisonnement. La ponctuation bien utilisée a une fonction explicative.
 - Prenez du temps pour relire votre copie : soignez l'orthographe et la ponctuation.

- **Rédiger l'introduction et la conclusion une fois le développement achevé**

- L'introduction est nécessairement constituée d'une phrase de présentation du thème, de la définition des mots clés, du problème posé par la thématique et de l'annonce du plan. Utilisez votre brouillon car l'introduction donne le ton de votre travail et doit être particulièrement soignée.
- Rédigez la conclusion. Elle doit comporter un rappel de l'argumentation et ouvrir sur une piste nouvelle.

☺ **Application 1 :**

Démontrez, sous une forme rédigée et en présentant des phénomènes économiques significatifs, illustrés d'exemples, que les gains de productivité peuvent avoir des effets négatifs sur l'emploi.

(Le corps du développement est présenté ici sous la forme d'un plan détaillé, entraînez-vous à rédiger.)

Présentation générale du sujet	→	Au cours de l'année 2008, sur un an, l'emploi salarié a diminué de près de 120 000 postes et, dans le même temps, l'industrie en a perdu plus de 82 000. Ces chiffres sont importants car la solution au problème du chômage passe par des créations massives d'emplois. Parallèlement, les entreprises poursuivent leurs efforts dans la recherche de gains de productivité.
Définition	→	D'une façon générale, la productivité est le rapport entre une production et les facteurs de production, capital et travail. Réaliser des gains de productivité permet aux entreprises de produire davantage en utilisant les mêmes quantités de travail. La réalisation de gains de productivité du travail, rapport
Problème posé	→	entre production et quantité de travail, a donc <i>a priori</i> des conséquences négatives sur l'emploi. Les effets négatifs des gains de productivité sur l'emploi ont deux dimensions : ils peuvent être quantitatifs (I) et qualitatifs (II).
Annonce du plan	→	
Annonce des sous-parties A et B	→	I – Les effets quantitatifs des gains de productivité sur l'emploi Les effets quantitatifs portent sur la quantité de travail nécessaire (A) et sur l'investissement des entreprises (B). A – Gains de productivité et quantité de travail – L'augmentation de la productivité du travail entraîne l'utilisation de moins de travail pour produire autant, voire plus. – Si la hausse de la production ne compense pas la hausse de la productivité, des emplois sont détruits. – À court terme, on constate le développement d'un chômage. – À long terme, un chômage structurel apparaît du fait de l'inadéquation entre l'offre et la demande de travail.
Phrase de transition A – B	→	Les gains de productivité n'agissent pas seulement sur la quantité de travail, ils concernent aussi l'investissement. B – Gains de productivité et investissement – Les gains de productivité permettent l'augmentation des profits. – Or, si les profits sont utilisés pour réaliser des investissements de productivité, et non de capacité, ils vont déboucher sur des licenciements. – Les dirigeants des entreprises peuvent préférer placer une partie des profits sur les marchés financiers si cela est plus rentable.
Phrase de transition I – II	→	Les gains de productivité ont également des effets qualitatifs sur l'emploi.
Annonce des sous-parties A et B	→	II – Les effets qualitatifs des gains de productivité sur l'emploi Ils portent sur l'organisation du travail (A) et sur la recherche d'une plus grande flexibilité (B). A – Gains de productivité et organisation du travail – Le travail a une dimension qualitative. – Les gains de productivité du travail résultent aussi d'une augmentation des cadences. On observe ce phénomène dans de nombreux emplois tertiaires. La flexibilité est aussi un facteur de productivité.
Phrase de transition A – B	→	B – Gains de productivité et flexibilité – Recherche d'une plus grande flexibilité pour amortir les équipements. – La flexibilité permet une utilisation optimale de la main-d'œuvre.
Rappel de la démonstration	→	Les effets des gains de productivité peuvent être négatifs dans un certain contexte. Cependant, tout dépend de la répartition des gains de productivité
Ouverture vers une piste nouvelle	→	entre les différents acteurs, dirigeants, actionnaires et salariés.

☺ Application 2 :

Répondez, sous une forme rédigée et en illustrant votre propos par des exemples, à la question suivante :

« Faut-il diminuer, en France, les prélèvements obligatoires ? »

(Le corps du développement est présenté ici sous la forme d'un plan détaillé, entraînez-vous à rédiger.)

Présentation générale du sujet	→	Le niveau atteint, en France, par les prélèvements obligatoires (42,9 % du produit intérieur brut en 2008), situe notre pays parmi les nations qui connaissent les taux les plus élevés. Les prélèvements obligatoires correspondent aux impôts perçus par l'État (administrations publiques centrales et collectivités locales) et aux cotisations sociales versés par les salariés et leurs employeurs. Les raisons de la hausse tiennent au développement de l'intervention de l'État et des collectivités locales dans les domaines économiques, sociaux, éducatifs... et à l'instauration d'une protection sociale de plus en plus complète. Le niveau de croissance relativement bas en France, comparé à celui d'autres pays développés, conduit à s'interroger. Le niveau des prélèvements n'est-il pas trop élevé en France? Une baisse des prélèvements obligatoires entraîne des conséquences économiques positives (I). Toutefois, ces prélèvements présentent une utilité économique et sociale, et la baisse peut avoir des conséquences négatives (II).
Définition	→	
Problème posé	→	
Annonce du plan	→	
Annonce des sous-parties A et B	→	I – Les conséquences positives de la baisse des prélèvements obligatoires Les conséquences de la baisse affectent la demande (A) et l'offre (B). A – Les conséquences positives sur la demande – La réduction des impôts et des cotisations sociales augmente le revenu disponible des ménages. Leur consommation va s'accroître. – La consommation des ménages constitue un des principaux moteurs de la croissance, donc la baisse des prélèvements obligatoires favorise la croissance. – Les titulaires de hauts revenus vont accroître leur épargne, donc la capacité de financement du pays va augmenter. L'offre connaît également des conséquences positives.
Phrase de transition A – B	→	B – Les conséquences positives sur l'offre – Une baisse des prélèvements obligatoires va diminuer les coûts des entreprises, qui deviendront de ce fait plus compétitives. – Le coût du travail est trop élevé, ce qui freine l'embauche de salariés et est donc facteur de chômage. – Le coût élevé du travail non qualifié entraîne des délocalisations.
Phrase de transition I – II	→	Toutefois, les baisses des prélèvements obligatoires peuvent engendrer des conséquences défavorables.
Annonce des sous-parties A et B	→	II – Les conséquences négatives d'une baisse des prélèvements obligatoires Les conséquences négatives se situent aux niveaux économique (A) et social (B). A – Les conséquences économiques – L'État est privé de ressources et doit alors limiter sa politique économique. – On observe une moindre production de services publics, de biens collectifs... – Le respect du Pacte de stabilité et de croissance exige de baisser fortement les dépenses publiques. Les dépenses sociales sont aussi affectées par la baisse.
Phrase de transition A – B	→	B – Les conséquences sociales – L'État, par son action, crée des externalités positives qui vont régresser. – Le rôle de redistribution de l'État se trouve limité, donc surgissent plus d'inégalités. – Une société duale, très inégalitaire, voit le jour avec des services publics de qualité médiocre, ce qui va pénaliser les plus défavorisés.
Rappel de la démonstration	→	Le niveau des prélèvements obligatoires se trouve au centre des préoccupations économiques et sociales. La baisse de ce niveau présenterait de nombreux avantages pour les ménages comme pour les entreprises. Mais la satisfaction de besoins essentiels que permettent les prélèvements obligatoires est un garant de la cohésion sociale. À quel niveau doivent se situer les prélèvements obligatoires pour remplir leur objectif de cohésion sociale tout en autorisant une croissance économique satisfaisante ?
Ouverture vers une piste nouvelle	→	